

APERÇU DE LA MENACE

CIET

ITAC

Centre intégré d'évaluation du terrorisme

Integrated Terrorism Assessment Centre

TH 22/11-F // 2022-02-08

NON CLASSIFIÉ//RÉSERVÉ À DES FINS OFFICIELLES SEULEMENT

CANADA : Menaces liées à l'EVCI au cours des manifestations contre la vaccination dans la RCN et ailleurs au pays (NC//RFOS)

NC//RFOS

NIVEAU DE
LA MENACE
TERRORISTE

CANADA ↔ MODÉRÉ

MODÉRÉ



Personnel
en uniforme

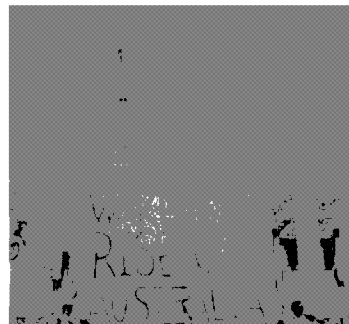
LEGÈRE MODÉRÉ ÉLEVÉ DANGER

La présente évaluation constitue une mise à jour du rapport TH 22/08-F et porte sur la vague de manifestations qui a balayé le Canada pendant la fin de semaine des 5 et 6 février en appui au « Convoi de la liberté » qui se trouve toujours dans la Région de la capitale nationale (RCN). Le mouvement a été amorcé par les camionneurs protestant contre l'obligation de vaccination qui leur est imposée pour traverser la frontière américaine, mais divers groupes opposés aux mesures de santé publique se sont réunis à Toronto, à Winnipeg, à Vancouver, à Québec et à Ottawa pour les soutenir. Toutes ces manifestations sont restées relativement pacifiques, seul un nombre limité de conflits de peu d'envergure ayant été signalés. Cependant, les propos violents tenus en ligne et la présence bien réelle de tenants de l'extrémisme violent à caractère idéologique (EVCI) à certains endroits demeure un sujet de préoccupation. (NC//RFOS)

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS TENUES À L'ÉCHELLE DU CANADA ONTARIO

- À **Ottawa**, environ 7 000 manifestants et contre-manifestants étaient sur place le samedi 5 février 2022. Si quelques incidents mineurs ont nécessité une intervention policière, les manifestations elles-mêmes ont été essentiellement pacifiques. Le Service de police de la ville d'Ottawa a reçu à peu près 200 appels au sujet de crimes haineux et a ouvert 11 enquêtes. La ville d'Ottawa a déclaré l'état d'urgence le dimanche 6 février 2022. La manifestation a attiré diverses figures du mouvement antigouvernemental, dont la complotiste Roman **RED** qui, en juin 2021, avait encouragé ses partisans en ligne à tuer des professionnels de la santé, à brûler un drapeau canadien et à en hisser symboliquement un autre en déclarant le nouveau Royaume du Canada à Ottawa. L'autodafé du drapeau aurait rendu furieux d'autres manifestants antigouvernementaux. (NC//RFOS)
- À **Toronto**, la tenue d'une manifestation et d'une contre-manifestation samedi s'est soldée par deux arrestations – l'une liée à une bombe fumigène, l'autre au lancement de manières fécales. (NC//RFOS)

Des manifestations inspirées par le « Convoi de la liberté » canadien ont aussi été tenues dans d'autres pays. Aucun acte de violence n'a été signalé, mais un message antiautoritaire était véhiculé.



Source : The Guardian (NC//RFOS)

NOTA : Le présent rapport repose sur des informations de sources ouvertes récentes et des rapports de liaison de services d'application de la loi. Les informations étaient à jour à 10 h le 7 février 2022. Comme la situation évolue constamment, le CIET a une confiance MODÉRÉE en ses conclusions. (NC)

- À **Sarnia**, le service de police a dû fermer une partie de l'autoroute 402 menant au passage frontalier qui relie la province au Michigan parce qu'il y avait des piétons sur la route près d'un convoi de camions et de tracteurs. (NC//RFOS)

ALBERTA

- **Coutts** reste l'endroit où les manifestants contre l'obligation de vaccination imposée aux camionneurs cherchent à perturber les activités à la frontière canado-américaine. La taille de la manifestation a fluctué au cours des dix derniers jours, et aucune information ne donne à penser que les organisateurs ont l'intention d'y mettre fin. (NC//RFOS)
- Des manifestations pacifiques ont été tenues pendant la fin de semaine à **Edmonton**, à **Lethbridge** et à **Calgary**. (NC//RFOS)

QUÉBEC

- À **Québec**, plusieurs gros convois ont convergé vers l'Assemblée nationale du Québec. Le drapeau de QAnon a été vu, et le groupe extrémiste La Meute a affirmé qu'une centaine de ses membres avaient participé à la manifestation, et qu'il y en avait eu autant à la manifestation à Ottawa. Le service de police a indiqué n'avoir effectué qu'une arrestation dans le cadre de la manifestation à Québec. Les manifestants sont partis à la fin de la journée le 5 février, mais ont indiqué qu'ils reviendraient dans deux semaines. (NC//RFOS)
- Selon le service de police de la ville de **Gatineau**, le groupe extrémiste antivax **REDACT** qui manifeste depuis le début du « Convoi de la liberté » près du pont des Chaudières menant à Ottawa est toujours sur place, bien qu'il dise commencer à manquer de ravitaillement. (NC//RFOS)

COLOMBIE-BRITANNIQUE

- D'après les estimations, des milliers de manifestants et quelques contre-manifestants se sont rassemblés à divers endroits dans la ville de **Vancouver**. Les manifestations ont été généralement pacifiques, mais cinq personnes ont été arrêtées, dont un Américain de l'État de Washington qui était en possession d'œufs et d'un couteau. (NC//RFOS)
- À **Victoria**, une manifestation a attiré environ 2 500 personnes, dont quelques contre-manifestants. Il s'agissait de la deuxième fin de semaine de manifestation de suite devant l'Assemblée législative de la province. (NC//RFOS)

MANITOBA

- À **Winnipeg**, des manifestants ont été légèrement blessés lorsqu'un conducteur en état d'ébriété a foncé sur un groupe dans la soirée du vendredi 4 février 2022. Le conducteur a été libéré sous conditions et devra répondre à un certain nombre d'accusations. Selon les informations initiales, cet incident n'est pas lié à la sécurité nationale. (NC//RFOS)

NOUVELLE-ÉCOSSE

- Un convoi de centaines de camions et d'automobiles s'est arrêté à **Halifax**. (NC//RFOS)

ÉVALUATION

- Il y a deux camps ici, ceux qui cherchent à mener des activités licites de protestation et les adeptes de l'extrémisme violent. La convergence de ces deux camps tant en ligne que dans diverses villes au pays pourrait inciter d'éventuelles personnes agissant seules à profiter de l'occasion pour commettre un attentat terroriste. (NC//RFOS)
- Le CIET pense toujours qu'il est peu probable que le Parlement, une assemblée législative provinciale ou d'autres installations gouvernementales soient la cible d'un attentat terroriste complexe et coordonné ou soient pris d'assaut. Le scénario lié à l'EVCi le plus probable demeure celui où un individu ou un petit groupe utilise des armes ou des ressources dont il dispose déjà (p. ex. couteaux, armes à feu, explosifs artisanaux ou véhicules dans un lieu public) pour attaquer des cibles faciles, dont des groupes d'opposition ou des membres du public. (NC//RFOS)

- D'après le CIET, les manifestations du « Convoi de la liberté » sont devenues un point de ralliement pour les groupes antigouvernementaux et antiautoritaires, opposés à la vaccination, adeptes de théories du complot et xénophobes de toute l'Amérique du Nord et d'autres pays occidentaux. De telles convergences et l'instabilité qu'elles provoquent risquent de se reproduire pendant toute l'année 2022. (NC//RFOS)
- Le CIET constate que le « Convoi de la liberté » est une démonstration directe et très publique de la légitimation de plus en plus répandue de la violence contre les élus et les personnalités publiques associés aux mesures de sécurité publique liées à la COVID-19. (NC//RFOS)

Niveaux de la menace terroriste



Un acte terroriste **POURRAIT ÊTRE COMMIS**. (NC//RFOS)

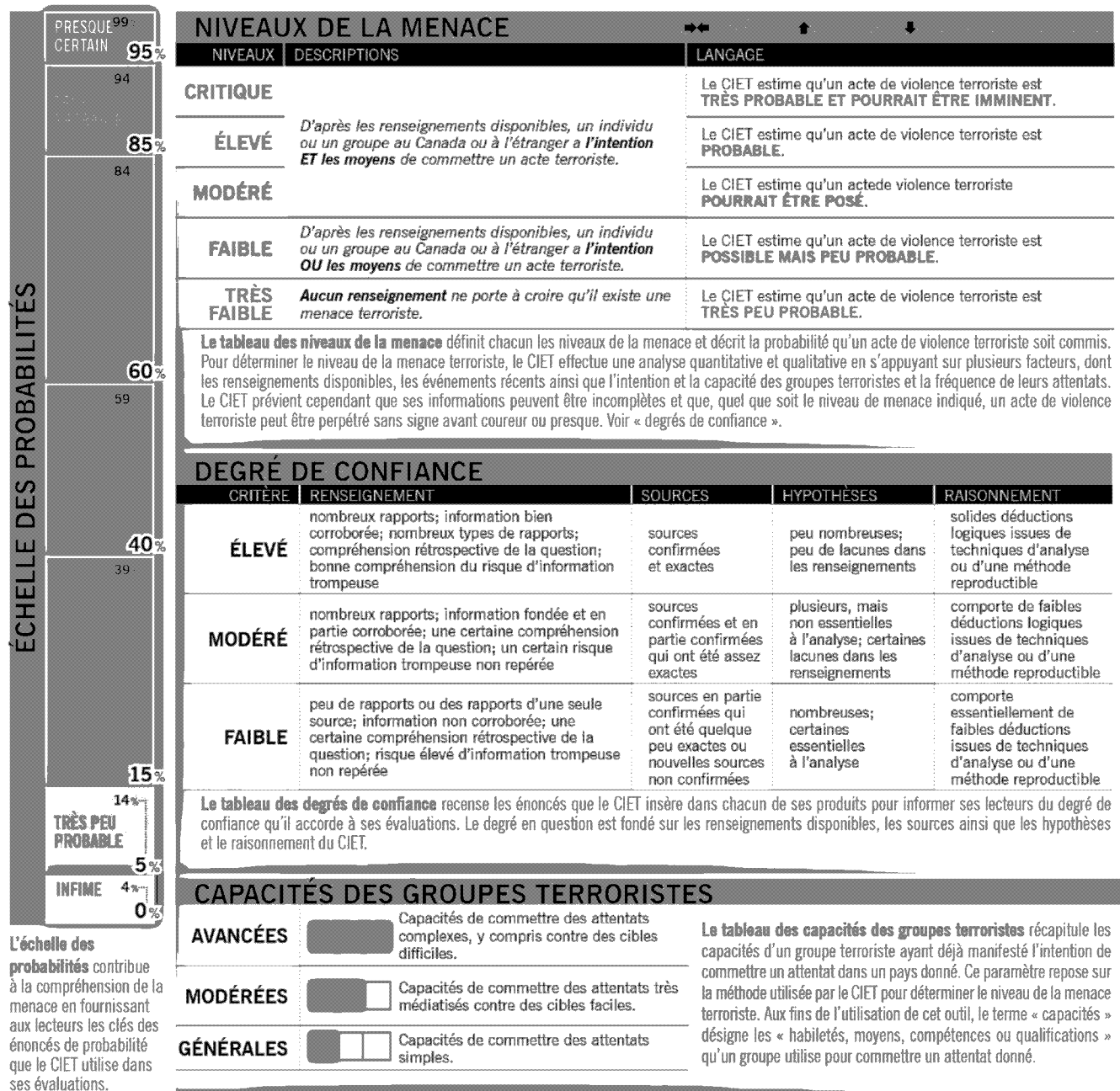


Des extrémistes canadiens et étrangers ont l'intention et la capacité de commettre un acte terroriste au Canada. (NC//RFOS)



Un acte terroriste touchant directement le **personnel en uniforme** au Canada **POURRAIT ÊTRE COMMIS**. (NC//RFOS)

- D'après les renseignements disponibles, un individu ou un groupe **au Canada** ou à l'étranger a l'intention et la capacité de commettre un acte terroriste au Canada. Il y a toujours au Canada et à l'étranger des individus qui prônent le recours à la violence et qui souhaitent commettre des attentats terroristes au pays. Le CIET fait remarquer que les personnes qui s'inspirent d'idéologies extrémistes agissent habituellement seules ou en groupes relativement restreints, si bien qu'elles peuvent rapidement concrétiser leurs projets d'attentat, sans que ces derniers soient détectés. **Le CIET estime qu'un acte terroriste pourrait être commis au Canada.** (NC//RFOS)
- De la propagande dans laquelle le **personnel en uniforme** est désigné comme une cible possible continue d'être diffusée en ligne. Divers indices donnent à penser qu'il existe une intention de viser du personnel en uniforme au Canada. Le CIET est cependant d'avis que, pour l'instant, le personnel en uniforme est plus susceptible d'être touché indirectement dans l'exercice de ses fonctions. **Le CIET estime qu'un acte de violence terroriste touchant le personnel en uniforme pourrait être commis au Canada.** (NC//RFOS)



L'échelle des probabilités contribue à la compréhension de la menace en fournissant aux lecteurs les clés des énoncés de probabilité que le CIET utilise dans ses évaluations.

RÉSERVÉ À DES FINS OFFICIELLES SEULEMENT

* Les documents portant la mention « Réservé à des fins officielles seulement » peuvent être communiqués aux partenaires au gouvernement du Canada. Il est cependant important de signaler que, bien qu'ils soient cotés NON CLASSIFIÉ, ces documents sont d'ACCÈS RESTREINT et ne peuvent ni être rendus publics, ni être envoyés ou transférés à des adresses de courriel personnelles.

MISE EN GARDE

Le présent document est la propriété du Centre intégré d'évaluation du terrorisme (CIET) et a été préparé par celui-ci. Il s'appuie sur des informations qui proviennent de diverses sources et qui sont valables à la date de publication. Il est fourni à votre organisme ou ministère à titre confidentiel et peut être communiqué directement par votre organisme ou ministère à d'autres personnes selon le principe du besoin de savoir. Il ne doit pas être réutilisé, de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie, sans le consentement de l'expéditeur.

Les observations doivent être acheminées par courriel à : itac1@smtg.gc.ca

Le présent document peut faire l'objet d'une exception aux termes de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. On pourra également s'opposer à la communication des informations ou des renseignements qu'il contient en vertu de la Loi sur la preuve au Canada. Ces informations ou renseignements ne doivent être ni communiqués ni utilisés comme preuve sans consultation préalable du CIET.